

"NOUS N'AVONS PAS BESOIN D'IMMIGRANTS"

C'est l'avis du docteur Clark

PAR ERNEST BILODEAU.

Ottawa, 30 avril.

La nouvelle loi d'immigration continue d'occuper la Chambre, et c'est un détail à noter que l'étude de ce bill en comité ressemble beaucoup plus à un débat sur deuxième lecture, car les discours s'y succèdent avec une abondance régulière qui donne du poids à la rumeur que les députés ont été pris par surprise hier, lorsque la deuxième lecture a été votée sans opposition de la part de la gauche. Beaucoup de ministériels étaient prêts à parler longuement, mais n'en eurent pas le temps, et le bill passa immédiatement au stage du comité, où le ton de la conversation prédomine généralement. Mais tous ces discours ne pouvaient rentrer dans le néant, et on les prononce quand même; ils prennent même plus de vie du fait que les interruptions y sont facilitées, et qu'un collègue peut interjeter quelque réflexion qui ouvre un nouveau champ à la pensée de l'orateur du moment. Quoi qu'il en soit, le débat s'allonge et tout le monde semble vouloir y prendre part, surtout du côté ministériel; car on remarque qu'en général la gauche se contente du rôle de spectateur intéressé, demandant de temps en temps quelque éclaircissement ou quelque précision de détail. Tel a été ce soir le cas de M. Lemieux priant M. Mackie de dire ce qu'il savait des accusations portées contre l'évêque ruthène, Mgr Budka; c'est un point sur lequel nous reviendrons tout à l'heure.

Les principaux discours de l'après-midi ont été ceux prononcés par M. Buchanan, de Lethbride, le docteur Michael Clark et M. R. L. Richardson. Le premier, jeune propriétaire de journal, affligé de surdité et qui en souffre au centuple depuis que son inséparable voisin, M. J. G. Turriff a enfin décroché son siège au Sénat, a plaidé surtout en faveur d'une immigration venue des îles britanniques et d'un système scolaire à base de langue anglaise, bien qu'il n'y ait plus dans l'Ouest qu'un cœur et qu'une âme. Il s'oppose à son tour à l'entrée des Hutterites et des Mennonites; ce sont des gens qui font la vie communautaire, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de propriété privée; toutes leurs possessions immobilières sont inscrites au seul nom de leur chef, ce qui offre de nombreux inconvénients; de plus, ils se refusent à tout effort d'ordre militaire.

M. Calder a pris la parole immédiatement après M. Buchanan, pour introduire un amendement additionnel en vertu duquel il sera loisible au gouvernement de refuser l'entrée à ces gens non pas seulement après que la loi amendée aura reçu la sanction royale, mais dès maintenant. Puis l'on a entendu le propriétaire de la "Tribune" de Winnipeg, M. R. L. Richardson, l'homme aux raisins de 811.

On se souvient de l'anecdote citée par M. Archambault, selon laquelle M. Richardson, voyageant en Europe aux frais de l'Empire, aurait englouti, sur la table de banquet du Guild Hall, des primeurs

cidé la reconstruction — nous aurons l'occasion d'en parler sous peu; Sainte-Justine ajoutera bientôt une aile à son établissement actuel. Pour le moment la vaste maison de la rue Saint-Denis est littéralement débordée. La salle du dispensaire ne peut pas contenir tous les patients qui y voudraient aller. Il faut renvoyer des malades, effectuer un triage parmi les souffrances à soulager, s'exposer aux récriminations des mamans qui ne comprennent pas toujours la voix de la raison quand elles voient pâlir leurs enfants.

Les médecins sont contraints de faire des visites à domicile où les petits patients ne peuvent évidemment recevoir les soins voulus.

Trois d'entre eux sont morts, la semaine dernière, en attendant leur entrée.

Le remède à cet état de choses est facile: que les commissaires se départissent d'une taxe dont ils n'ont jamais perçu le revenu, qui ne les met pas par conséquent en présence d'un déficit à combler, qui la rendent à la destination qu'elle aurait dû avoir dès le début. Les hôpitaux pouvant compter sur des revenus suffisants, qui ne tariraient pas la charité particulière, mais l'encourageraient parce que rien ne réussit comme le succès et que l'on voudrait plus beaux, plus grands et capables de rivaliser avec ceux des autres villes ou des autres municipalités ou des autres confessions religieuses. Une fois sortis de leur crise, ils pourront construire pour satisfaire à tous les besoins. On ne verra plus alors cette chose barbare, intolérable: des enfants mourir, faute d'un lit pour les recevoir, de soins pour les sauver, dans une des plus grandes villes catholiques d'Amérique.

Les commissaires, dont certains s'occupent activement d'œuvres philanthropiques et sont particulièrement au courant de leurs besoins, ne repousseront pas la requête des hôpitaux. Ils pourront, sans doute, faire une réserve pour l'hôpital des tuberculeux. Mais même déduction faite de cette somme, si le total de la taxe sur les spectacles était appliquée aux hôpitaux, leurs embarras actuels se trouveraient singulièrement allé-

LEON DUPIRE.

d'un prix excessivement élevé, en dépit de tous les protocoles. Il est député de Springfield, Manitoba, et passait autrefois pour un orateur frondeur et redoutable; on se demande depuis qu'il est en Chambre d'où pouvait bien lui venir cette réputation.

CONTRE LES RUTHENES

Le député de Springfield a parlé surtout des Ruthènes, qui ne sont pas de ses amis, évidemment; ce qui ne l'empêche pas d'avoir pour eux une grande sollicitude. Il déplore que les politiciens des deux partis les aient débavchés et démoralisés de leur mieux. On les a ramassés en clubs politiques, dit-il, puis on les a gavés de whiskey et fait voter en bloc, et comme on a voulu. En d'autres occasions, on les a simplement "achetés", et maintenant, voilà qu'ils vont se révolter contre l'autorité légitime, se soulever contre le pouvoir établi. M. Richardson a bien soin de dire qu'il n'en sait rien personnellement, mais ces choses graves lui sont apprises par une personne en qui il a grande confiance. Prié par M. H. A. Madore de donner le nom de cette personne, il dit que c'est le député de Springfield à la législature du Manitoba, M. A. D. Ross. Celui-ci vient de parcourir le comité et professe une grande inquiétude; les Ruthènes sont montés contre le gouvernement parce qu'on leur a dit qu'il se propose de leur enlever en permanence, ou du moins pour plusieurs années, leurs droits de citoyens, et leur mécontentement est tel que la date du soulèvement serait déjà fixée, et qu'il s'agit d'un jour du mois de mai prochain. M. Richardson ajoute qu'il a donné connaissance de ces renseignements aux autorités compétentes. Il y a plusieurs jours, c'est-à-dire au moment où elles sont venues à sa connaissance, et que toutes les mesures voulues sont déjà prises pour assurer le maintien de la paix de Sa Majesté. M. Richardson ajoute que Mgr Budka est le chef de l'agitation, et qu'il va être obligé de comparaître devant l'autorité, pour se justifier ou bien subir la déportation. Selon le, ou plutôt selon "les" deux députés de Springfield, Mgr Budka est un homme séditionnel et fort dangereux.

Interrompu par M. H. A. Mackie d'Edmonton, qui lui demande de prouver ses allégations contre les Ruthènes et leur évêque, M. Richardson répond sur un ton sec et d'une courtoisie discutable qu'il fera ce qu'il voudra et déposera les documents qui lui plairont. M. Mackie ne répond rien mais devait se reprendre plus tard.

PAS BESOIN DE NOUVEAUX VENUS

Le docteur Clark a continué le débat, et a pris à son ordinaire une attitude différente de celle de tous les autres à peu près: pour lui nous n'avons pas besoin d'immigration. Avant d'aller chercher des citoyens aux quatre coins de l'univers, commençons par bien traiter ceux que nous avons déjà! Le mal dont nous souffrons est moins dans le chiffre peu élevé de notre population que dans notre système économique et dans les avantages limités que nous donnons à nos citoyens. Le député de Red Deer ne veut pas entrer dans le vif du sujet, mais se contente de l'indiquer: c'est le libre-échange qui nous donnera un pays prospère. Dans le passé, comme on l'a déjà dit, nous avons négligé les immigrants sauf pour les exploiter de toutes les façons; et les conséquences de cet état de choses sont que dès avant 1914 ils avaient commencé à quitter le Canada en nombre assez considérable, et que cette migration s'est continuée pendant les années de guerre. D'où vient cela? demande M. Clark, qui ne cherche pas à donner la réponse, mais laisse entendre qu'il la connaît bien. En tout cas, il faut nous occuper plutôt des gens que nous avons que de ceux que nous voudrions avoir, et mettre tout en œuvre pour résorber nos soldats dans l'organisme national. Pour lui, il serait prêt à appuyer une loi qui fermerait pour trois ou quatre années les portes du Canada à toute immigration, sauf celle venue de pays alliés, pour consacrer nos efforts à la situation domestique.

M. Whidden, de Brandon, a pris la parole ensuite et diffère d'opinion avec ceux qui s'opposent à certaines sectes religieuses pour cette seule raison: il ne voit d'inconvénient qu'à celles qui comportent une philosophie hostile à l'idéal britannique, et il serait indulgent envers les autres, étant donné le besoin que nous avons de développer les ressources naturelles du pays.

M. Douglas, Sicale et Ester, ont défendu les Mennonites de leurs côtés respectifs, qui sont d'excellents citoyens. Ils ont se demander en quoi les autres en différaient? Un jour, voudraient-ils être ou on les laissera en compte au sein d'un pays qui n'a pas de religion officielle.

LA DÉFENSE DES RUTHENES

M. Mackie d'Edmonton, a parlé au commencement de la soirée et pris d'une façon générale la défense des Ruthènes et de Mgr Budka. Il repro-